

histoire
politique
société

le débat

Vadim Kozovoï : Union soviétique, une anarchie en ébullition

Est : le mouvement et l'histoire

Krzysztof Pomian, Michel Foucher

Cheng Yingxiang : Les acteurs du Printemps de Pékin

Retour de la nation ?

Hélène Carrère d'Encausse, Michel Foucher, Ernest Gellner,
Yves Lacoste, Dominique Schnapper

Xavier Raufer : Front national : sur les motifs d'une ascension

Vers une nouvelle identité allemande

Timothy Garton Ash, Jacques Le Rider, Étienne François,
Fritz J. Raddatz

Nicolas Tenzer : Reconstruire la politique

numéro **63**

janvier-février 1991

Gallimard

Directeur : Pierre Nora

EST : LE MOUVEMENT ET L'HISTOIRE

Une anarchie en ébullition. Union soviétique, fin 1990. Entretien avec *Vadim Kozovoï*.

Krzysztof Pomian : Les particularités historiques de l'Europe centrale et orientale.

Michel Foucher : L'Europe centrale. Actualité d'une représentation à géométrie variable.

Cheng Yingxiang : Les nouveaux intellectuels chinois. Témoignages et introspection.

RETOUR DE LA NATION ?

Hélène Carrère d'Encausse : Misère et contradictions du « Frère Aîné ».

Michel Foucher : Europe : frontières ouvertes, frontières stables ?

Ernest Gellner : Nationalisme et politique en Europe de l'Est.

Yves Lacoste : Trop grande ou trop petite ?

Dominique Schnapper : Diversités et permanences.

Xavier Raufer : Front national : sur les motifs d'une ascension..

VERS UNE NOUVELLE IDENTITÉ ALLEMANDE

Timothy Garton Ash : L'Allemagne délivrée.

Jacques Le Rider : Après l'unification : retour à la normalité de la nation allemande ?

Étienne François : Le présent et le passé.

Fritz J. Raddatz : La peur d'avoir perdu l'utopie.

Reconstruire la politique. Entretien avec *Nicolas Tenzer*.

LE DÉBAT DU DÉBAT

Denis Oliiviennes, Luc Ferry, Paul Yonnet.

**Est :
le
mouvement
et
l'histoire**

La décomposition de l'Ancien régime communiste s'accélère en Union soviétique. Les anciens pays du Bloc s'enfoncent dans les difficultés de la transition vers la démocratie et le capitalisme. Et à mesure que la glaciation du « socialisme réel » se défait, l'histoire proche et lointaine remonte. C'est ce double mouvement qu'enregistrent les textes réunis ici : la rapidité des événements et la profondeur des déterminations issues du passé. Vadim Kozovoï fait ressortir, en observateur particulièrement qualifié par son double regard, à la fois intérieur et extérieur, la vitesse des changements désormais à ses yeux irréversibles qui affectent le monde russe.

Krzysztof Pomian analyse les particularités historiques des nations d'Europe de l'Est et d'Europe centrale. Michel Foucher revient en géographe sur les partages et les spécificités de la même région.

Nous joignons au dossier une étude de Cheng Yingxiang qui révèle, à partir du témoignage des acteurs, l'ampleur de l'effervescence parmi les intellectuels chinois dont les événements de la place Tian' an men ont constitué à la fois l'aboutissement spectaculaire et le point d'arrêt.

Une anarchie en ébullition

Union soviétique, fin 1990

Entretien avec Vadim Kozovoï

Le Débat. – Commençons, si vous voulez, par une comparaison de l'état présent de l'Union soviétique avec celui que vous avez constaté lors de votre précédent séjour. Quand avez-vous visité Moscou pour la dernière fois ?

Vadim Kozovoï. – J'ai quitté l'U.R.S.S. en 1981. Et je n'y suis revenu pour la première fois qu'en août 1989. J'y suis resté alors trois mois. J'ai ensuite été à Moscou pendant deux semaines en février 1990, pour les fêtes de Pasternak. Et je viens d'y séjourner presque deux mois, depuis la mi-août jusqu'au début octobre.

Les impressions que j'en rapporte sont assez chaotiques. Mais cela ne fait que traduire le chaos qui règne dans ce pays ou plutôt dans ces pays, car l'U.R.S.S. a cessé d'être un pays uni. Des personnalités officieuses, sinon officielles, comme des représentants de toutes les couches de la population, disent même que l'Union soviétique n'existe plus. Les uns en tirent la conclusion qu'il faut la refaire sur de nouvelles bases, les autres que cela ne vaut pas la peine. Ces derniers viennent surtout des Républiques. La pagaille ambiante est telle que ce serait trahir la réalité que de donner de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui une image ordonnée et que faire des prophéties sur son avenir serait à la fois aberrant et malhonnête. Même les visionnaires de toutes sortes qui fréquentent sans cesse les émissions télévisées n'osent pas se prononcer sur les événements à venir dans l'immédiat.

Le Débat. – Laissons donc les prophéties aux autres et adoptons un point de vue très terre à terre. Un Russe qui vit à l'étranger et qui revient à Moscou après une année d'absence, avec des souvenirs plus anciens, que voit-il ? Qu'est-ce qui le frappe dans les magasins, dans la rue, dans le comportement des gens, dans la teneur des conversations ? Où résident les différences entre Moscou de l'été 1990, Moscou d'il y a un an et Moscou d'il y a dix ans ?

V. K. – En Union soviétique, dans tous les domaines, depuis le quotidien jusqu'à la politique, les choses évoluent très vite et ce qui était vrai en avril ne l'est plus cinq mois plus tard. Dès mes premiers pas à Moscou, j'ai été frappé par une évolution politique devenue depuis le printemps dernier presque frénétique. Ainsi on trouve maintenant dans les kiosques des journaux anticommunistes et antigouvernementaux ; j'ai acheté tout de suite un journal du parti démocrate dont l'éditorial titrait : « Est-ce que les bolcheviks vont enfin partir ? » et qui publiait une interview très antigorbatchévienne d'un maire d'arrondissement de Moscou, qui est aussi député au Soviet suprême. Il n'y a plus de journaux officiels et non officiels, parce que tous les journaux sont désormais enregistrés, ou bien par le Comité d'État pour la presse, ou bien par le ministère d'Information de la Russie, très ouvert.

Écrivain russe, Vadim Kozovoï est directeur de recherches au C.N.R.S. Il est notamment l'auteur de *Hors de la colline*, Paris, Hermann, 1984.

Cet article est paru en janvier-février 1991 dans le n° 63 du Débat (pp. 4 à 25).

Première impression, donc : la presse. J'ajoute que dans les passages souterrains, dans le métro, dans la rue, on vend des journaux comme *Le Menchevik*, *La Russie révolutionnaire*, *La Constituante*, *La Dignité civique*, toutes les tendances réussissant à s'exprimer, ainsi d'ailleurs que des livres édités par des maisons d'édition privées, ou, en tout cas, indépendantes, qui se créent sans cesse depuis quelques mois. Voilà pour ce qui concerne la *glasnost*, terme maintenant peu employé de même que celui de *perestroïka*, si fréquent en Occident, mais qui là-bas paraît de plus en plus suranné.

Deuxième impression : à deux pas du Kremlin, devant l'immense hôtel *Rossia* où habitent, entre autres, les députés au soviet de la Russie, on voit un grand village de tentes où se concentre tout le malheur de ce pays. S'y sont installés les Russes qui ont fui les Républiques musulmanes, les Arméniens qui ont fui [l'Azerbaïdjan et les Azéris qui ont fui l'Arménie, les paysans qui veulent de la terre, les mères des soldats maltraités ou tués dans l'armée, les sans-logis et les persécutés de toutes sortes. C'est là que deviennent manifestes toute la misère de la population de l'Union soviétique et toute la haine qui l'anime à l'égard du régime communiste. Les pancartes lancent des malédictions contre Lénine, qualifié d'obscurantiste et sadique, de menteur qui a trompé le peuple. À Leningrad, à Moscou et ailleurs, certains députés lancent l'idée d'un procès symbolique (j'ai vu des affiches dans ce sens collées sur les murs en plein centre de Moscou) qui condamnerait le père fondateur du régime communiste. Ce qui se passe autour de Lénine aurait été inimaginable il y a encore six mois ; le démontage de ses statues est devenu presque un fait banal que le journal télévisé de minuit (d'ailleurs le plus indépendant) mentionne de temps en temps comme une « chose devenue habituelle ». Dans ces conditions, l'oukase de Gorbatchev portant défense de détruire les monuments de « personnages historiques » restera certainement lettre morte. Lénine n'est pas le seul à être privé de ses statues. Le monument d'Ordjonikidze dans la ville qui portait son nom, et qui est redevenue Vladikavkaz, a été officiellement détruit. Et on a célébré à Volgograd (comme dans d'autres villes) par un meeting antibolchevique l'anniversaire du déclenchement de la terreur rouge ; même les *Izvestia* ont rendu compte de l'événement, non sans une certaine sympathie. Volgograd d'ailleurs, l'ancien Stalingrad, devrait bientôt porter de nouveau, comme il y a soixante-dix ans, le nom de Tsaritsin, alors qu'il y a toutes les chances pour que la ville de Leningrad elle-même s'appelle, dans un an ou quelques mois, Pétersbourg, comme autrefois.

Troisième impression : le délabrement pitoyable de Moscou qui n'est même plus une ville. C'est plutôt un campement de nomades. Les détritrus s'accumulent, la boue est partout, les maisons tombent en ruines, les services communaux ne marchent qu'à peine et les magasins – n'en parlons même pas. Pendant mon séjour, il manquait du pain, du tabac, des œufs, du gruau (*kacha*) ; on peut dire que tout manque. De temps en temps, il se produit dans la rue de petites révoltes. Les gens manifestent avec des pancartes qui accusent la « partocratie » de pratiquer le sabotage. M. Popov, maire de Moscou et démocrate, dit, lui, que l'essentiel n'est pas de chercher encore une fois des fauteurs des sabotages, mais de détruire le système. Mais il suffit de regarder la télévision pour voir des choses bizarres : on trouve dans les forêts des tonnes de viande ou de saucisson cachées par on ne sait qui. Il se peut donc qu'il y ait du sabotage à l'encontre des municipalités démocratiques de Moscou et de Leningrad où la situation est encore pire qu'à Moscou, si c'est possible.

Quant à l'attitude dominante dans la population, c'est – si l'on se limite au quotidien vécu – un mélange de rage impuissante et de peur. Tout le monde attend l'hiver comme on attend une catastrophe. On craint le manque de chauffage, on craint une panne généralisée des services communaux, on craint une pénurie des choses les plus élémentaires. Un chose m'a frappé comme elle frappe tout le monde

(bien que rien n'étonne plus dans ce pays) : la récolte reste toujours en U.R.S.S. une catastrophe nationale. Cette année, les récoltes ont été exceptionnellement bonnes, et elles sont *donc* devenues un vrai désastre : ni soldats dépêchés ni volontaires venus des villes et payés en nature ne sont capables d'y remédier ; blés, légumes, pommes de terre, tout pourrit... Le système insensé des kolkhozes ne marche plus du tout et un nouveau système non seulement n'a pas été créé, mais les réformes ne sont même pas amorcées, le gouvernement – et surtout Gorbatchev – ayant peur de la propriété privée dans l'agriculture. Ce problème clé est pourtant, depuis deux ou trois ans, au centre de débats, alors que la collectivisation, avec ses millions de victimes, ses famines et son coup de grâce à la paysannerie et à toute sa civilisation séculaire, est considérée par tous comme un désastre national ou un génocide. Les résultats sont là, devant nous, bien qu'il y ait – selon tous les témoignages, des articles dans la presse et des reportages télévisés – plus qu'assez de gens qui savent et veulent travailler sur *leur* terre, pour eux-mêmes et pour leurs enfants, non pour l'État, dont ils se méfieront toujours, même s'ils ont un bail octroyé.

Le Débat. – Dans cette situation, comment vous nourrissiez-vous ? Qu'arriviez-vous à acheter ?

V. K. – J'étais évidemment dans une situation privilégiée. Comme tous ceux qui ont un peu d'argent, je pouvais acheter sur les marchés qui ne sont pas très riches, mais où l'on trouve néanmoins quelque chose, avec des prix qui, pendant les derniers mois, ont triplé sinon quadruplé ; cela concerne surtout « la viande », comme on dit en U.R.S.S., où l'on n'en distingue guère les différentes espèces. Pour les étrangers, il y a aussi de rares magasins *bieriozka* où l'on peut acheter de la nourriture en payant en devises ; les Russes qui en possèdent ont maintenant, eux aussi, le droit d'acheter dans ces magasins. Il y a à Moscou, entre autres, un magasin finlandais et un magasin soviéto-suisse. Quant aux Russes qui ont beaucoup de roubles, ils peuvent se débrouiller et acheter des devises au cours du marché noir, qui est d'ailleurs publié dans un nouveau journal. Même au marché, certains commerçants privés préfèrent être payés en devises. Mais ceux qui en disposent les gardent surtout pour des voyages à l'étranger.

Cela ne concerne pourtant qu'une mince couche de la population, quantité négligeable dans l'océan de la misère. Tous les autres passent des heures dans les queues, sont pourvus de toutes sortes de « coupons » ou de « bons » dérisoires, et achètent parfois des maigres « commandes » sur leur lieu de travail. Le pire, c'est le sort des vieux, des retraités, malades ou infirmes, d'autant que les médicaments les plus élémentaires manquent cruellement, eux aussi. Et en ce qui concerne les pénuries, Moscou n'est plus une ville privilégiée ; elle l'est, en tout cas, de moins en moins. Toutefois, il faut le souligner pour être précis, ce n'est pas la famine, pas encore... C'est une fragilisation foudroyante de la vie humaine dans son plus intime quotidien (qui peut lointainement rappeler celle de l'époque de la terreur), et cela malgré une liberté intérieure nouvelle qui progresse. À quoi s'ajoute la montée rapide de la criminalité, avec des cambriolages de plus en plus osés, des bandes armées qui commencent à sévir ou des mafias parfois plutôt mythiques, cependant que la milice, contrairement à la nouvelle génération de délinquants, reste toujours, selon plusieurs déclarations, démunie de moyens modernes. Les émissions « Bonsoir, Moscou » ou « 600 secondes » de Leningrad (avec le très populaire Nevzorov) montrent chaque soir des horreurs, avec des cadavres qui pleuvent devant le téléspectateur hébété ou fasciné...

On connaît déjà, à Moscou, des assassinats à caractère politique et certains prévoient même l'apparition du phénomène terroriste.

Le Débat. – Prenons maintenant un autre indicateur de la situation : vos conversations avec vos amis. Les sujets des conversations, leur tonalité, les positions adoptées par vos interlocuteurs, ont-ils changé depuis un an ou non ?

V. K. – Ce qui a changé en premier lieu, c'est que personne ne croit plus que ce qui vient de se passer et qui va s'amplifiant puisse être réversible. Il y a encore six mois et, encore plus, il y a un an, les gens avaient peur d'un coup d'État qui aurait rétabli l'ancien régime. Or, maintenant, tous, surtout quand on les presse de questions, sont convaincus que les changements sont définitifs. D'autre part, il y a un contraste frappant entre le sentiment de l'irréversibilité des choses, la conviction d'assister à la fin du pouvoir bolchevique, que traduisent même certaines émissions de la télévision et presque toute la presse, sauf peut-être la *Pravda* et deux, trois autres journaux, et l'absence d'espoir, due surtout à une immense fatigue. On voit bien ce qui s'écroule, mais on ne discerne pas ce qui est en train de naître. À quoi s'ajoute parfois le sentiment de la force de résistance presque inépuisable du régime, pourtant mille fois condamné. La lenteur de l'histoire n'est pas à la mesure de la brièveté de la vie humaine. Aussi les gens se rendent-ils compte qu'ils ne verront pas de leur vivant la vie normale à laquelle ils aspirent. « Normale », c'est-à-dire comme en Occident, surtout aux États-Unis assimilés à un paradis.

La peur d'un coup d'État militaire n'a pas tout à fait disparu. Fin septembre, quelques jours après la grande manifestation antigouvernementale à Moscou, un député social-démocrate a même déposé sur ce sujet une interpellation au Soviet suprême avec des renseignements précis. Il a été immédiatement attaqué par Gorbatchev et a eu droit à une réponse évasive du chef du K.G.B. Le lendemain, le journal des komsomols, qui s'est émancipé en fait de sa tutelle, a publié un petit article d'un militaire limogé de l'armée, qui donnait des précisions sur les unités de l'armée envoyées à Moscou et sur leur armement. Il a suscité une réponse du ministre de la Défense qui n'a pas calmé les esprits. Si cette peur d'un coup d'État militaire ne sert pas Gorbatchev quand il s'agit de solliciter des crédits occidentaux, il l'utilise quand même à l'intérieur avec d'autres peurs, celles du chaos, de la guerre civile, de l'anarchie sanglante et du retour à l'ordre ancien, pour en faire un instrument d'autodéfense et de pression, au moment où son pouvoir s'épuise. Il cherche ainsi auprès de la population une sorte de légitimité comme seul garant de la continuité et de la paix civile. Cependant, le pouvoir de ces manœuvres d'intimidation s'épuise vite. Beaucoup ont été d'accord avec moi quand j'exprimais ma ferme conviction que même si un coup d'État se produisait (et qui le dirigerait, à part Gorbatchev, réfractaire à de telles solutions ?), ce ne pourrait être que quelque chose de comparable au coup du général Jaruzelski en 1981. Et que, dans les conditions de la Russie d'aujourd'hui, de l'immense Empire éclaté et de la désorganisation économique totale, un pouvoir militaire aurait une vie encore plus brève que celle qu'il a eue en Pologne. N'oublions pas d'ailleurs que l'armée elle-même est loin d'être sûre, qu'elle se démoralise et commence à craquer et que plusieurs Républiques refusent de lui « céder » leurs conscrits. Maintenir l'état d'exception – pourtant assez relatif – dans tel ou tel point précis du pays, c'est déjà trop pour elle.

Le Débat. – Puisque nous passons ainsi à la politique, allons droit au parti communiste : qu'en pensent vos interlocuteurs, comment le perçoivent-ils ? Attend-on encore de ce parti quoi que ce soit de positif ou seulement qu'il disparaisse le plus vite possible ?

V. K. – Le sentiment dominant à l'égard du parti communiste est la haine ; elle se manifeste même à la télévision. Mais ce qui frappe, c'est le contraste très fort entre cette haine, entre la méfiance absolue qu'il suscite, entre la déception aussi dont il fait l'objet de la part de ceux-là mêmes qui y restent tout en voulant incarner les aspirations démocratiques, et les structures toujours en vigueur, ainsi que le langage qu'on ne cesse d'utiliser. Cela concerne non seulement Polozkov et son parti communiste russe néostalinien. Quand Gorbatchev, dans son discours à une session du Comité central, dit que si le Parti ne se réforme pas, il risque de perdre son autorité, il devient la risée de tous, parce que le parti commu-

niste n'en a plus aucune. Pendant les meetings, les banderoles appellent à un nouveau Nuremberg pour les dirigeants du Parti, et pour le Parti lui-même, que les gens quittent désormais en masse. Ils sont à peu près un million à l'avoir déjà quitté. Et cela continue, cependant que de nouveaux partis se créent, se structurent et commencent même à former des blocs. À cet égard, le fait le plus important et le plus spectaculaire est le combat politique, public et ouvert, entre le pouvoir central et le Parlement russe, passé aux mains du bloc « Russie démocratique », et surtout ce qui fait la bataille plus personnifiée, si ce n'est plus « scénique », entre Gorbatchev et Eltsine. Cela date de l'élection de ce dernier à la présidence du Soviet suprême de la Russie et n'a aucun équivalent dans la vie soviétique d'après 1917. Le langage utilisé dans les débats parlementaires russes transmis chaque soir à la télévision devient de plus en plus antibolchevique et anticommuniste. Et on a l'impression que la Russie, pour la première fois depuis 1917, a un gouvernement compétent, honnête et très combatif, poussé par les parlementaires, sans parler des masses de la population. Même les intellectuels lui accordent aujourd'hui leur confiance, tandis qu'il y a un an, il y avait parmi eux un fort scepticisme envers Eltsine tenu pour un populiste-démagogue, bien qu'on ait su qu'il avait passé beaucoup de temps auprès de Sakharov et qu'il avait subi son influence. On découvre maintenant qu'il sait écouter les aspirations des gens aussi bien que les jugements d'experts dépourvus de tout préjugé idéologique, qu'il recrute aussi en Occident et parmi les émigrés ; on croit de plus en plus qu'il a quitté définitivement le camp du bolchevisme ou du néobolchevisme. Les lois votées souvent à son initiative par le Parlement de la Russie, y compris celles qui portent sur la propriété ou la liberté d'entreprise, sont très ouvertes et surtout constructives. Même chose en ce qui concerne la loi sur la liberté de la conscience, ou bien celle qui proclame la réhabilitation de tous les détenus politiques depuis le 25 octobre 1917, avec de fortes compensations pour ceux qui restent encore en vie. La constitution de la Russie telle qu'elle se prépare, et dont le texte a été rédigé par une commission à prédominance social-démocrate, prévoit un fort pouvoir présidentiel mais, en même temps, un fort pouvoir de la Douma et un régime libéral-démocratique. C'est pourquoi Eltsine et son équipe sont investis d'espoir par des millions de gens en Russie, par le mouvement ouvrier même de la Russie, et aussi par des gens dans d'autres Républiques qui aspirent à l'indépendance et qui préfèrent maintenant traiter entre elles et avec la Russie, qu'avoir affaire au pouvoir central.

Je voudrais pourtant souligner que ni Eltsine ni son Premier ministre Silaev ne sont suivis par le Parlement russe les yeux fermés, que les débats parlementaires sont parfois très âpres, car nombreux sont les députés qui refusent tout compromis tactique ou stratégique, sachant – comme d'ailleurs Eltsine lui-même – que leur « crédit de confiance » auprès de la population est assez limité par le temps, et qui poussent donc leur gouvernement vers plus de radicalisme.

Le Débat. – Quelle est, alors, comparée à la position de Eltsine et du gouvernement russe, la réputation de Gorbatchev et de son équipe ?

V. K. – La réputation de Gorbatchev est au plus bas dans toutes les couches de la société. Grand perdant sur tous les fronts, il aurait peut-être joui d'une plus grande considération, s'il n'était pas entouré par des incapables ou des réactionnaires. On trouve certes dans le conseil présidentiel quelques personnes honnêtes et bien vues par la population, y compris des intellectuels (mais de moins en moins écoutées par Gorbatchev lui-même) ; c'est le cas de l'académicien Chataline qui a préparé le programme des réformes économiques avec le vice-Premier ministre de la Russie, M. Yavlinsky, un jeune homme, soit dit en passant, comme quelques autres membres du gouvernement russe, qui ont à peine dépassé la trentaine, ce qui est tout à fait nouveau. C'est encore le cas de M. Petrakov, lui aussi conseiller

économique, et de M. Yakovlev qui a reconsidéré ses positions anciennes et qui s'éloigne peu à peu de Lénine. C'est enfin, avec plus de réserves, le cas de M. Chevardnazé que plusieurs orateurs ont voulu maintenir à son poste au cours d'un meeting monstre où l'on a exigé la démission du gouvernement central et la refonte du pouvoir exécutif. Mais du conseil présidentiel font aussi partie M. Raspoutine, qui représente les chauvins nostalgiques, et d'autres figures de même acabit, ou pires, que Gorbatchev voulait peut-être, par un calcul trop rusé, y mettre pour les apprivoiser. Cela trompe d'autant moins la population que le Politburo existe toujours et qu'il est rempli, pour la plupart, d'apparatchiks serviles et de néo-bolcheviques incorrigibles. Et, sur certains points, Gorbatchev se croit obligé de faire bloc avec ces derniers. Cela concerne notamment le langage qu'il utilise et dont certains termes, tels ceux d'« idéaux d'Octobre » ou de « marché socialiste », irritent les gens. (Eltsine, lui, ne parle plus que du « régime totalitaire » à abattre.) D'autre part, la politique est devenue publique en Union soviétique. Chaque homme politique évolue désormais sur une scène ouverte aux regards, et il est jugé par la population. Or celle-ci apprend très vite. Sa culture politique n'est plus ce qu'elle était il y a encore quelques années, voire quelques mois.

La population dans sa majorité n'est pas extrémiste. Ce qu'elle voudrait maintenant – mais est-ce pour longtemps ? –, c'est une alliance entre le « centre » représenté par Gorbatchev et la « gauche » représentée par Eltsine et par quelques autres. Une telle alliance a été esquissée à la fin du mois d'août au cours d'une conférence de presse commune de Gorbatchev et de Eltsine. On comprenait bien qu'ils y étaient obligés l'un et l'autre, malgré leurs différends et l'incompatibilité de leurs ambitions personnelles. On y voyait la condition nécessaire d'une mise en œuvre des réformes préparées par MM. Yavlinsky et Chataline, réformes peut-être incomplètes ou bien pas assez calculées, mais qui auraient au moins le mérite de mettre vite l'économie du pays sur la voie de la désétatisation radicale, la seule qui ait une perspective viable. Or, jusqu'à maintenant et depuis cinq ans, on n'entend que des paroles vides, sans qu'aucune réforme soit véritablement amorcée. Les gens en ont assez : ils subissent un quotidien de plus en plus impossible et ont perdu tout espoir dans une amélioration venant du système périmé. Mais après la rencontre avec Bush à Helsinki, Gorbatchev s'est brusquement rétracté au Soviet suprême, et il a abandonné le programme des transformations décisives (qui s'appelaient déjà, d'ailleurs, « programme présidentiel ») pour présenter à la place quelque chose d'indigeste et de mou et pour arracher au marais parlementaire des nouvelles prérogatives pour lui-même, qui ne changent pourtant rien à son impuissance réelle.

Il semble qu'il l'ait fait d'abord parce qu'il ne voulait pas satisfaire l'exigence de Eltsine, du Parlement de la Russie et de la mairie de Moscou, qui exigeaient le départ du gouvernement de l'actuel Premier ministre, Ryjkov : gouvernement depuis longtemps discrédité, organisé avec ses ministères de branche, selon des structures absurdes et, ce qui est essentiel, opposé aux réformes immédiates et fondamentales. Gorbatchev veut garder ce gouvernement comme une sorte de bouc émissaire. D'autre part, ce qui est bien plus important, il en a besoin, car il ne peut se passer de l'aide de l'armée et de celle du K.G.B. S'il se créait maintenant un gouvernement de coalition, Gorbatchev risquerait de perdre ces appuis, ce qu'il ne peut pas se permettre. Et, enfin, cet homme qui a beaucoup appris et beaucoup évolué – rendons-lui son dû – a néanmoins de fortes limites idéologiques dont il ne réussit pas à sortir. Mais l'essentiel, c'est simplement la question de l'existence même d'un gouvernement central et de son pouvoir effectif ; question inséparable de tout changement qui veut tenir compte d'une souveraineté réelle ou virtuelle des Républiques. Il ne faut pas oublier que Eltsine, pendant son long voyage à travers la Russie au mois

d'août, avait dit – et ses propos ont été répercutés par la presse – qu'à l'avenir le président de l'Union devrait avoir autant de pouvoir que la reine d'Angleterre. Or, Gorbatchev est avant tout un homme du pouvoir. Ce n'est pas, je crois, un candidat au pouvoir dictatorial, et ce n'est sans doute pas un fasciste sanguinaire, contrairement à ce que dit une dirigeante de l'Union démocratique. Reste qu'il est issu d'une certaine tradition, qu'il en est imprégné et, surtout, qu'en aucun cas il ne voudrait devenir « inutile ». Car ce qui lui reste en fait d'influence, c'est un certain pouvoir de freinage (ou, virtuellement, de stimulation), et il l'a bien montré après sa rétractation, avec plusieurs décrets dans le domaine économique (dont la hausse inouïe d'impôts en devises) qui, selon tous les experts, ne feront que doper l'hyperinflation et entraver le développement du marché.

Pour faire comprendre le rôle actuel de Gorbatchev, je dirais qu'il agit – ou plutôt improvise frénétiquement – dans ce que, aux échecs, on appelle la *situation de pat*, et cela à un moment que l'opinion publique exaspérée, presque toute la presse et certainement lui-même considèrent comme crucial. Sans doute, ces derniers mois, la *perestroïka*, c'est-à-dire la tentative de réformer, pour sa meilleure – ou plus humaine – survie, le système irréfutable, a-t-elle atteint ses extrêmes limites alors que le mouvement par elle (en partie) déclenché se répand tout seul, s'accélère fatalement (la théorie des catastrophes devrait nous éclaircir là-dessus) et que, non canalisé selon une perspective viable, fût-elle éminemment risquée, entravé, si ce n'est bloqué, au nom de la sauvegarde de certains intérêts trop puissants, il pourrait répondre par une suite de désastres plus effroyables que ceux que l'on a déjà connus. Ou bien donc le Président s'attaque enfin, avec d'autres, en partageant avec eux le pouvoir et les responsabilités, aux fondements mêmes du système et de l'Empire, tout en stimulant des nouveaux liens, des nouvelles structures et infrastructures en train de naître ou de se dessiner, ou bien, s'il continue, voire aggrave son jeu, il devient vraiment inutile et devrait s'en aller. Mais tant que cela ne s'est pas produit, pourquoi scierait-il, cette fois consciemment, la branche où il est assis avec tous ceux qui, pour mille raisons, s'opposent à la *rupture* ? Alors ce sont encore des « restructurations », toujours administratives (dans la meilleure tradition bolchevique, et qui, dans la débâcle actuelle, paraissent grotesques, sinon indécentes), que ce soit dans le domaine économique ou pour « renforcer l'autorité » du pouvoir central (du sien) ; et quant au partage de ce dernier (on l'a bien remarqué avec son « programme » mentionné ou avec son idée du conseil de la Fédération), cela veut dire, selon lui, le pouvoir de décision assuré pour le centre et la responsabilité accrue pour les autres.

Ainsi, pour le moment, c'est l'impasse : Gorbatchev, toujours homme de la *perestroïka*, se retranche « à droite », soutenu par l'appareil qui s'adapte et n'a plus rien contre le « marché socialiste », disposant aussi du K.G.B., de l'armée ou plutôt de son haut commandement, du complexe militaro-industriel et des Finances de l'État ; mais incapable en même temps, malgré tous ses nouveaux pouvoirs, d'écarter l'adversaire ni de lui imposer tout ce qu'il veut, il est condamné à essayer de composer avec lui. Et, en ce qui concerne Eltsine et les siens, sans avoir derrière eux un mouvement démocratique assez large et fort, assez organisé et uni, en l'absence, d'autre part, d'un pouvoir effectif incontestable du Parlement russe (qui ne dispose, justement, ni de l'armée, ni des forces de sécurité, ni surtout – c'est le combat essentiel – des Finances), ils se déplacent vers le « centre » pour chercher à obtenir des compromis plus ou moins utiles.

Mais cet équilibre instable ne peut pas, quand la ruine menace tout le monde, durer très longtemps. Loin d'avoir une force comparable à celle de *Solidarité* en 1980 mais déjà au point d'ébullition, poussées par la colère, l'humiliation, l'impatience, les populations russes refusent d'être dupes ; elles savent

de mieux en mieux – ce qui se répercute dans la presse – qu’aucun changement décisif ne peut être qu’arraché à celui qu’on a cru longtemps indécis par nature, une sorte de Hamlet réformiste, et qui sait néanmoins parfaitement ce qu’il veut contrecarrer (sans peut-être trop savoir où il va).

Il y a huit ou dix mois, on pouvait encore lire sur les banderoles de nombreuses manifestations : « Avec qui êtes-vous, Mikhaïl Serguéevitch ? » Cette question ne se pose plus, et dans les entretiens privés ou publics, on commence à réagir violemment aux arguments de ceux qui, tout en critiquant Gorbatchev, le trouvent pour l’instant, là où il est, irremplaçable. Et si d’autres remarquent qu’il subit tout de même de puissantes pressions, qu’il est quelquefois attaqué durement par les nostalgiques les plus incorrigibles de l’ordre ancien et de l’ordre tout court, on rétorque aussitôt que, ceux-là, il les traite comme des mouches stupides alors que le vrai danger, il le voit et le combat ailleurs. Cela ne veut pas dire que Gorbatchev, humainement parlant et en tant que tacticien extraordinairement habile, reste dorénavant fermé à toute évolution ou adaptation. Mais je doute fort qu’il puisse se métamorphoser pour jouer un rôle opposé à celui qui est aujourd’hui le sien et qui le rapproche de certains de ses détracteurs d’hier. Comme dit quelqu’un, il serait illusoire de s’attendre à ce qu’un Kadar veuille agir comme un Havel. Je doute fort que Gorbatchev puisse se décider à transgresser la *perestroïka* avec ses limites et je crois plutôt qu’avec elle, demain, ce personnage toujours énigmatique, bavard, dissimulé, audacieux, futé, sûr de son fait, menteur, libéral, autoritaire, charmeur, insupportable, ce lutteur vulnérable et temporisateur acharné, ce grand naïf pragmatique et retors qui n’a rien montré d’un stratège mais qui est déjà entré dans l’Histoire – qu’il sera donc, comme homme politique, fini. Ses entêtements trop nombreux, tous ou presque perdus d’avance (comme avec les pays Baltes), ses tentatives de faire peur et ses dernières assurances, inquiétantes, à l’armée et aux forces de l’ordre, ne peuvent que hâter cette fin.

Mais peut-être que je me trompe. Peut-être que, en rompant avec ses origines, Gorbatchev serait capable de se surmonter héroïquement et, si ce n’est pas trop tard, de faire preuve, pour la cause commune, d’une élasticité et d’une abnégation miraculeuses. Le fait est, pourtant, que les forces de l’opposition qui, dans le parlement de l’Union et ailleurs, ont souvent démontré, aux moments propices, un manque affligeant de volonté politique, ne font plus de reproches à l’imprévisible homme de la *perestroïka*, mais se contentent de la certitude qu’elles ne peuvent compter que sur elles-mêmes, sur l’appui plus direct de leurs bases populaires.

Le Débat. – Quel est alors, selon vous, l’effet des diverses mesures prises en Occident et censées aider la réalisation des réformes en U.R.S.S., telle l’attribution à Gorbatchev du prix Nobel de la paix ? Croyez-vous qu’elles agissent dans ce sens ou qu’au contraire elles permettent à Gorbatchev de temporiser ?

V. K. – Après l’attribution du prix Nobel, plusieurs journaux indépendants russes ont écrit qu’ils ne pouvaient même pas transcrire textuellement les réactions de leurs lecteurs, tellement elles sont pleines de rage. L’opinion soviétique est consciente, par ailleurs, que Gorbatchev utilise les éloges que lui décerne l’Occident pour raffermir sa position à l’intérieur et justifier sa politique de blocages, ou son énième virage à droite. Cela était clairement visible après la rencontre de Helsinki entre Gorbatchev et Bush. Or, cette attitude purement pro-gorbatchévienne de l’Occident intervient dans un contexte soviétique marqué, d’une part, par l’écroulement de tout le système lénino-stalinien que le nouveau prix Nobel tente en vain de rafistoler ou, peut-être, de réformer prudemment, et, d’autre part, par le conflit quotidien entre le pouvoir central et les gouvernements des Républiques, notamment de la République russe : conflit portant sur la gestion des ressources naturelles, sur les banques, sur les relations économiques avec l’étranger, voire sur la politique étrangère tout court, tous domaines où la République

russe, comme d'autres Républiques, prétend être souveraine. Les États occidentaux ont, certes, un intérêt dans l'existence d'un fort pouvoir central en Union soviétique, seul capable de gérer de façon responsable l'arsenal nucléaire dans un pays en pleine désagrégation. Au demeurant, le gouvernement de la Russie, contrairement aux gouvernements de certaines autres Républiques, ne conteste pas les prérogatives du gouvernement central pour ce qui est du contrôle des forces armées, mais je ne vois pas pourquoi, avec beaucoup d'autres, dans une situation totalement changée, dangereuse surtout à l'intérieur du pays, l'arsenal nucléaire extrêmement coûteux ne devrait pas être, pour le moins, considérablement réduit et pourquoi aussi, puisqu'il est déjà ramené des périphéries peu sûres, comme certains l'affirment, la République russe devenue plus forte ne pourrait demain le contrôler. Alors que l'Ukraine, par exemple, a proclamé son désir de devenir un pays dénucléarisé... Les équipes dirigeantes occidentales commettraient une lourde erreur si elles tablaient uniquement sur Gorbatchev et les siens. Car la fin de l'Union soviétique comme telle est inévitable. Et si la politique des gouvernements occidentaux doit aider les Soviétiques à éviter les dérapages et à ne pas laisser se matérialiser les virtualités les plus dangereuses de la décomposition finale de l'Union soviétique, ou plutôt de l'éclatement du système condamné et de son empire, alors elle doit le faire avec une pleine conscience du fait que non seulement il n'y a plus de retour en arrière, mais que cette décomposition même ne saurait désormais être arrêtée avant d'être arrivée à son terme.

Le Débat. – Voyez-vous dans le présent de l'Union soviétique les signes annonciateurs de son évolution vers une fédération semblable *mutatis mutandis* aux États-Unis ou à l'Australie, avec une politique étrangère unique, une armée fédérale et une police fédérale analogue au F.B.I. et, pour le reste, largement décentralisée ? Ou voyez-vous plutôt les symptômes d'une désintégration complète de l'Union soviétique dont la place serait prise alors par un assez grand nombre d'États indépendants qui vont fonctionner chacun comme bon lui semble ?

V. K. – À mon avis, les dernières chances de créer une fédération libre de peuples ont été manquées après l'éclatement de l'Empire tsariste, avec l'arrivée du régime terroriste centralisateur qui n'a fait que dissimuler, tout en les exacerbant, les forces centrifuges. Forces d'ailleurs nullement nationalistes (comme on l'affirme ici, même s'il s'agit des pays conquis par le pouvoir communiste), mais nourries plutôt par l'inextricabilité des problèmes politiques et sociaux du système soviétique. Les seuls mouvements nationalistes sont créés par des minorités à l'intérieur de telle ou telle République, mais, là aussi, c'est le régime communiste qui a exacerbé les choses : en ce qui concerne l'autonomie culturelle et même l'administration locale, l'Empire tsariste, avant 1917, avait été mille fois plus libéral. Qui d'ailleurs, à cette époque-là, aurait pu ne fût-ce que penser à *exiler* des peuples entiers comme l'a fait Staline, en créant, pour l'avenir, des problèmes quasi insolubles, que ce soit avec les Meskhetes ou avec les Tatars de Crimée ?

Quant aux lois votées, maintenant, dans plusieurs Républiques, y compris les Républiques autonomes, elles vont en général dans le sens d'une très large souveraineté, souvent d'ailleurs mal comprise, s'agissant de tout ce qui peut être séparé du centre. Cela conduit parfois à des effets grotesques. Ainsi quelques arrondissements de Moscou et de Leningrad revendiquent leur souveraineté avec, notamment, la propriété de tout ce qui se trouve sur leur terrain. Mais c'est précisément cette tendance à la désintégration qu'essaie d'arrêter le programme de Chataline-Yavlinsky, qui est un programme d'interdépendance économique entre les entreprises libres de leur choix et entre les pays souverains – vraiment souverains, c'est-à-dire tels que leur souveraineté irait jusqu'à l'indépendance totale. Ce programme, selon tous les experts, y compris ceux de Gorbatchev lui-même, préservait la seule possibilité de garder

des liens entre la Russie et les Républiques devenues souveraines, sinon indépendantes, comme demain les pays Baltes ou transcaucasiens, peut-être aussi la Moldavie et – qui sait ? – même l'Ukraine. Car ces liens ne peuvent être qu'économiques et « horizontaux », comme on dit. Ce ne peuvent être que des liens d'échange et non de dépendance par rapport à un centre, à ses ministères et ses « plans ». C'est ce que disent les représentants des Républiques, parfaitement conscients de la nécessité de préserver les liens économiques : certains parlent d'un futur marché commun et d'autres d'une future confédération des États souverains. Gorbatchev, quant à lui, vise à garder l'État soviétique comme il est, toujours fédéré, avec tout au plus quelques améliorations. Il commence pourtant à se rendre compte qu'il ne peut imposer sa vision à personne, sauf – pour l'instant – aux Républiques les plus pauvres d'Asie centrale.

Le Débat. – Dans la situation que vous venez de décrire, en quoi consiste encore le pouvoir du parti communiste ? En quoi se manifeste-t-il réellement, sur le terrain ?

V. K. – Soulignons d'abord que Moscou n'est pas la province. Leningrad non plus. Or, dans certaines provinces, le parti communiste garde encore la totalité du pouvoir. Qui plus est, les structures du pouvoir sont partout des structures communistes. Les nouvelles structures commencent seulement à se créer. Ce sont ou bien des soviets, comme à Moscou, à Leningrad, à Sverdlovsk, à Lvov, ou bien de nouveaux partis qui restent pour le moment très mal organisés, et même s'offrent le luxe de déchirements internes. Aussi le pouvoir – ou ce qu'il en reste – est-il détenu par d'anciennes structures. Le K.G.B. existe toujours, quoique décrié, l'armée, bien qu'elle soit en pleine déconfiture, est toujours là. Certes, à Moscou, le premier secrétaire du parti communiste ne peut plus grand-chose. Le dirigeant ultra-réactionnaire du Parti communiste de Russie, M. Polozkov, n'est pas moscovite et il veut donc avoir un appartement à Moscou. Mais le soviet de Moscou le lui refuse. Quelque part, en province, les choses en vont autrement. Cela dépend surtout des membres du soviet local ou de la force, sur place, du mouvement ouvrier organisé. Il n'empêche que des changements se produisent partout. On pouvait le constater pendant le voyage d'Eltsine à travers la Russie jusqu'à l'île Sakhaline. On a découvert à cette occasion, dans plusieurs endroits, des municipalités dirigées par les forces radicales ou du moins démocratiques. D'autre part, là où se créent des bases d'économie privée ou des zones économiques libres, la force du pouvoir central, de la bureaucratie – de la partocratie, comme on dit là-bas (c'est le terme d'Avtorkhanov, historien émigré, qui est maintenant publié en Russie) –, diminue très vite. On assiste alors à un réinvestissement de la partocratie dans le secteur privé ; on met l'argent à l'étranger ou dans les banques commerciales. Mais cet argent reste improductif.

Le Débat. – Quelles sont, alors, les forces politiques autres que le parti communiste qui agissent dans l'espace public ? Quels sont leurs orientations et leur poids respectif ? Que ferait apparaître aujourd'hui, une sorte d'anatomie politique de l'U.R.S.S. ?

V. K. – C'est ce qu'a montré, entre autres, le Congrès des forces démocratiques qui a eu lieu fin octobre. Parti démocrate russe (le mieux organisé), sociaux-démocrates, chrétiens-démocrates, cadets (continuateurs du parti « constitutionnel-démocrate » d'avant 1917), « Plate-forme démocratique » (formée par des dissidents communistes) qui va bientôt porter le nom de Parti républicain, « Bouclier » (mouvement des militaires réformateurs), « Mémorial », « Avril » et autres associations ont créé un bloc « Russie démocratique » qui a promis d'élaborer un programme crédible pour en finir avec le système totalitaire. C'est là qu'a été lancé un appel à la démission du gouvernement Ryjkov-Gorbatchev (c'est nouveau) et à la création d'un gouvernement de coalition. On a remarqué pourtant que plusieurs vedettes de l'opposition ont été absentes de ce forum. Non moins significatif, peut-être, est le fait que, quelques

jours après, Ryjkov et Loukianov, président du Soviet suprême, ont reçu les représentants d'un « bloc centriste » tout à fait fantoche, organisé à la hâte pour des raisons obscures. Quant aux forces réelles, il faut souligner le rôle du groupe interrégional au Soviet suprême de l'U.R.S.S., le premier noyau de l'opposition, puis des parlements républicains et surtout du Parlement russe. Car, cette fois, on peut espérer que ce Parlement, qui adopte les lois attendues depuis bien longtemps, qui non seulement s'oppose au gouvernement central, mais mène des actions tout à fait positives, sera l'embryon de quelque chose qui soit susceptible de remplacer l'ancien régime. Viennent ensuite les élus dans les soviets locaux des grandes villes et des régions, et qui représentent les forces démocratiques, que ce soient les nouveaux partis ou les blocs des électeurs, je note, au demeurant, qu'avec la triste expérience des soviets progressistes de Moscou ou de Leningrad, qui souffrent de blocages extérieurs aussi bien que de leurs propres lourdeurs, des voix s'élèvent pour dire qu'il faut abolir les structures des soviets et ce terme lui-même, parce que les soviets n'ont rien donné de bon depuis 1917. Quant aux nouveaux partis, surtout ceux que je viens de nommer, ils sont encore loin de représenter une vraie puissance ou force de pression. À peine structurés, encore moins implantés et connus d'abord grâce à leurs leaders parfois très populaires, ils s'organisent, entre autres, par l'intermédiaire de la presse et ils profitent des nouvelles élections qui se déroulent dans certaines Républiques comme, par exemple, en Géorgie. S'y ajoutent en Russie de nombreux groupuscules, non négligeables toutefois, comme celui des anarcho-syndicalistes ; la liste complète serait longue.

La différence entre une association et un parti politique n'est pas encore assez bien perçue. On trouve, par exemple, un parti statistique de la Russie. On assiste par ailleurs à un développement des syndicats qui a beaucoup frappé les Russes il y a déjà un an, avec les grèves de Donbass, de Kouzbass et de Vorkouta, qui ont donné naissance à des syndicats indépendants. À présent, ces syndicats sont assez nombreux : la Confédération du travail, créée à Kouzbass, essentiellement par les mineurs, et qui couvre maintenant tout le pays ; le Syndicat indépendant de la Russie que je soupçonne d'être une branche des anciens syndicats, qui s'en est détachée et dont la politique est assez conformiste ; le Soc-Centre, syndicats socialistes dynamiques et combatifs, liés au mouvement des réformes radicales. Leur force réelle ne sera connue qu'au moment des grandes grèves qui se préparent. Car la rage des travailleurs s'exprime sous une forme de plus en plus politique et les revendications deviennent de plus en plus ouvertement politiques ; en fait partie, par exemple, l'exigence quasi générale d'une nationalisation des biens du parti communiste ou celle de la dépolitisation de l'armée et de la justice. Cette dernière d'ailleurs a été l'objet de débats extrêmement âpres au Soviet suprême de l'U.R.S.S.

Un facteur très important, c'est enfin la presse. Dans ce domaine, depuis trois mois à peu près, un phénomène tout à fait nouveau est en train de se produire : la poussée de la presse indépendante. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de la presse dite informelle, vendue hier clandestinement, et qu'on peut aujourd'hui acheter dans n'importe quel coin de Moscou. Ce sont maintenant des journaux bien faits et qu'on vend dans des kiosques, tous de tendance anticommuniste. On peut mentionner, à titre d'exemples, le journal du soviet de Moscou *Kouranty* et son hebdomadaire *Stolitsa* ; le journal *La Russie démocratique* du Parti démocrate russe, dont il vient de s'émanciper ; *L'Heure de pointe*, édité par l'association des journalistes de Leningrad ; *Le Commerçant*, un analogue de l'*Economist*, avec un ton très distant, déjà « post-communiste », une ironie presque anglaise (quoique bien plus caustique) et une bonne information, que dirige le fils de M. Yakovlev, directeur des *Nouvelles de Moscou*. Ces dernières évoluent d'ailleurs assez vite. Ceux qui font cette presse viennent des anciens milieux anticonformistes ou dissi-

dents, mais se recrutent aussi, assez souvent, parmi les démissionnaires du parti communiste. C'est le cas, par exemple, de Khatsenkov, directeur de *La Russie démocratique* qui a été, il y a encore un an ou deux, conseiller au Comité central du Parti. Le très populaire Poltoranine, ministre de l'Information de la Russie, qui dénonce le « poison bolchevique » et qui combat la toute-puissance du parti communiste dans l'imprimerie et la distribution du papier, a été lui-même, il n'y a pas longtemps, un apparatchik parmi d'autres. Pourtant, dans la rédaction du *Commerçant*, on trouve pour la plupart des journalistes très jeunes, mûris dans les années de la *perestroïka* et, comme plusieurs de leurs collègues à la télévision, libres de toute aigreur ou de contraintes intérieures propres souvent à leurs pères.

Le Débat. – Dans ce magma, voyez-vous se dégager de grandes tendances ? Peut-on dire que les gens dans leur majorité sont orientés plutôt dans telle direction que dans telle autre ? Parmi les partis politiques que vous évoquiez, certains vous paraissent-ils appelés à dominer la scène politique russe ?

V. K. – L'Union soviétique, qui depuis 1917 jusqu'à il y a très peu a été, comme je l'ai dit ailleurs, une anarchie gelée, est maintenant une anarchie en ébullition. Des couches sociales avec des intérêts nettement définis n'y existent pas encore, ou bien n'en sont qu'à leurs débuts. Quant aux partis qui naissent, ils sont animés principalement par la haine de l'ancien régime et du parti communiste qui l'incarne. C'est pourquoi on ne voit pas de très grandes différences entre les partis qui auraient dû, à en juger par leurs noms, être en conflit ouvert les uns avec les autres, tels le parti social-démocrate et le parti conservateur qui vient d'être créé. Il est probable que, demain, le parti social-démocrate, au demeurant très anticommuniste, acquière une assez large audience, car il met en avant le besoin de faire accompagner de garanties sociales non seulement les réformes économiques (tout le monde s'entend là-dessus parfois sans trop penser aux possibilités réelles), mais aussi les structures futures. Quoi qu'il en soit, les différences entre les partis tiennent à présent surtout aux ambitions de leurs chefs, hommes d'ailleurs pour la plupart intègres, mais peu expérimentés. Il ne faut pas, cependant, mésestimer la dynamique des mutations extraordinairement rapides ; un parti des paysans existe déjà aussi bien qu'une union des chefs d'entreprises. Les hommes d'affaires créent d'ailleurs plusieurs autres associations qui essayent de résister aux décrets du Président, ou aux mesures du gouvernement central les plus désastreuses pour l'économie de marché.

Un mot à propos des partis de l'extrême droite et de *Pamiat*. Il me faut répéter encore une fois que le désir dominant de la population russe, c'est d'être et de vivre « normalement », c'est-à-dire plus ou moins comme on vit dans les pays occidentaux. D'en finir donc définitivement – même si cela tient de la résignation et n'est pas toujours clair dans les têtes – avec le caractère exceptionnel de la Russie, tel qu'il s'est manifesté non seulement après 1917 mais depuis des siècles. Il s'agit, cela se dit, d'en finir avec l'immensité de l'Empire, avec le développement extensif qui l'a créé et, plus encore, avec l'ancien rêve de troisième Rome et tous ses avatars. Ce rêve est mort. Alors que dans la presse on rencontre des articles sur les nouveaux Varègues qu'on attend, fussent-ils, assez prosaïquement, les Allemands qui apporteraient leur savoir-faire ou un nouveau plan Marshall qui aiderait le pays à se mettre debout. Plus concrètement, le Parlement russe fait son possible pour attirer les capitaux étrangers dans l'industrie, l'agriculture, le tourisme et le commerce. Cela étant, l'extrémisme nationaliste russe n'a devant lui aucun avenir. Même maintenant, le mouvement chauvin en Russie n'est soutenu, selon les sondages, que par un pour cent de la population de Moscou. Selon d'autres sondages, *Pamiat* et les groupements qui en sont proches ont l'appui de 7 % des Moscovites. Et ils ont des adversaires puissants dans la presse et à la télévision, sans parler des mouvements politiques. Comme l'a constaté amèrement, dans une émis-

sion télévisée, un des représentants de ce mouvement, le pouvoir est en fait aux mains des démocrates. Ce qui évidemment n'est pas – encore ? – vrai, d'autant qu'au Parlement de l'Union, dans l'appareil du Parti ou dans le haut commandement militaire les gardiens les plus acharnés de l'ordre ancien qui s'écroule tout en résistant essaient de jouer sur les restes de la conscience impériale et chauvine. En vain, il est vrai. Toutefois, si la transition vers une nouvelle société, dont on ne voit pas encore clairement les contours, ne progresse pas assez vite et ne s'accompagne pas d'une amélioration de la vie quotidienne, les tendances extrémistes russes qui font de l'autre un bouc émissaire peuvent représenter un vrai danger. Mais ce danger n'est pas celui d'un retour du régime communiste. Tous les mythes dont ce dernier nourrissait la société russe, devenue soviétique, surtout depuis la guerre – entre autres celui de la grandeur soviétique, du rôle pionnier de la Russie, de la misère capitaliste et du bien-être en train de progresser en U.R.S.S. –, se sont irrémédiablement effondrés même dans les couches les plus arriérées. Les gens ont le sentiment d'avoir été dupes et ce, pendant des décennies, depuis 1917. Nombreux sont ceux qui ont le sentiment que leur vie a été gâchée et qui éprouvent de la rancœur ou de la rage d'avoir vécu une histoire absurde, une histoire pour rien. Un député militaire au Parlement de la Russie a exprimé le sentiment très largement répandu dans la population : « Nous sommes le pays, a-t-il dit, qui concentre en lui tout le mal qu'a produit l'humanité. » On a ici une sorte de messianisme russe à l'envers, audible encore dans une phrase entendue à la télévision, au cours d'une émission sur les États-Unis qui leur comparait la Russie : « Quant à nous, nous sommes aux premiers balbutiements de la civilisation. » Cette amertume profonde et peut-être dévastatrice, après soixante-dix ans qui ont paru une éternité de peur où chaque instant se répétait à l'infini, comment ne pas la comprendre ? Elle vient de la prise de conscience d'une perte énorme, celle d'une civilisation séculaire, au passé souvent féroce mais combien pathétique surtout dans sa recherche d'identité nationale, sans laquelle on n'aurait vu ni Gogol, ni Dostoïevski, ni, peut-être, Pouchkine et Tolstoï. La conviction des Russes maintenant, c'est que tant que le régime abhorré ne sera pas enfin aboli, tant qu'il ne sera pas liquidé définitivement, ils seront la lie, sinon les maudits de la terre.

Le Débat. – Dans l'U.R.S.S. telle que vous l'avez vue, la religion et l'Église orthodoxe jouent-elles un rôle intégrateur ? Sont-elles susceptibles d'influencer le comportement des gens ?

V. K. – Dans les conditions actuelles, il faut d'abord distinguer cette Église comme institution de la religion comme telle, c'est-à-dire croyance et pratique. Malgré ses innombrables martyrs, l'Église orthodoxe a été empoisonnée par sa subordination servile pendant soixante ou soixante-dix ans au pouvoir bolchevique et surtout au N.K.V.D. et au K.G.B. Je ne suis pas qualifié pour juger de sa capacité d'évoluer dans cette Union soviétique d'aujourd'hui où, avec les « valeurs » fictives apportées par le régime imposteur, s'effondrent aussi toutes les autres. Mais cela me semble possible et probable à cause, justement, de cet effondrement, et cela d'autant plus que l'environnement devient nettement favorable aux croyants. Il y a quelque temps, le Parlement de la Russie a adopté une loi sur la liberté de conscience, la plus libérale depuis l'arrivée des bolcheviks au pouvoir. Le Soviet suprême de l'Union soviétique a adopté aussi une loi sur le même sujet, un peu plus restrictive peut-être, mais, dans l'ensemble, très ouverte. La présentation de la loi au Parlement russe a donné l'occasion au rapporteur, le Père Polossine, de rappeler les atrocités commises par les bolcheviks, et dont ont été victimes les gens d'Église ; il n'a pas manqué de souligner le rôle sinistre de Lénine. L'assassinat, début septembre (et non élucidé depuis) du Père Alexandre Men', prêtre et théologien à l'esprit œcuménique, populaire surtout parmi les intellectuels, a été ressenti comme un rude coup par tous ceux, y compris hors de l'Église, qui aspirent à la

« renaissance spirituelle ». Le Parlement russe a honoré sa mémoire et des bruits courent toujours, d'autant plus que le Père Men' était juif d'origine, sur la provocation de milieux chauvins avec l'appui de quelques services secrets. Ce qui va, d'autre part, en s'accroissant jusqu'à devenir pesant et pénible, c'est la présence perpétuelle de l'Église à la télévision, surtout de ses hiérarques dans tout leur éclat, pêle-mêle d'ailleurs, car la « spiritualité » s'y comprend largement, avec toutes sortes de prédicateurs qui vous parlent des « corps astraux » ou des « visiteurs célestes ». On peut comprendre parfaitement la présence en quelque sorte symbolique de gens comme Eltsine, Popov (maire de Moscou) ou Sobtchak (maire de Leningrad) aux offices les plus importants, mais on ressent un malaise quand on voit cette mode qui triomphe aisément, une certaine symbiose de la *perestroïka* banalisée et de la hiérarchie orthodoxe qui n'a nullement fait pénitence.

Pour le moment donc, je serais plutôt prudent quant à la renaissance de l'Église en Russie. Des amis qui connaissent mieux que moi la campagne disent qu'il existe des villages où les anciens komsomols, arrivés à l'âge des babouchkas, ne connaissent même pas les rudiments de la religion. Dans les villes, en revanche, le mouvement porte vers l'Église, si ce n'est vers la chrétienté comme telle, notamment chez les intellectuels. Cela est motivé quelquefois par la mode aussi ou par une dynamique de rejet que j'ai vue en acte dans les camps : on commence par devenir un léniniste antistalinien, puis on devient un marxiste antiléniniste, puis un antimarxiste, puis un adversaire du libéralisme, et enfin on arrive à l'Église. Parmi ceux qui ont parcouru cet itinéraire, il y a de vrais croyants mais il y a aussi ceux qui ne sortent pas de l'idéologie. Le mouvement vers l'Église, qui est incontestable, peut-il jouer un rôle modérateur dans le chaos de la vie publique soviétique et arrêter la dérive vers un délire sanglant ? Il est très difficile de le dire. Si ce mouvement est profond, s'il porte quelque chose de plus qu'une nouvelle idéologie, alors on peut espérer qu'avec le temps, peut-être dans une génération, il aura des effets. Mais, pour le moment, j'ai peur qu'il ne soit qu'un sous-produit de la tendance à la restauration. Car la fin du communisme s'accompagne, ce qui est compréhensible, sinon naturel, d'un retour vers le passé occulté ou biffé, d'un effort en vue de rétablir les liens avec la continuité historique rompue, qui met en œuvre des moyens parfois équivoques, parfois louches, voir carrément grotesques. Il est tout à fait évident que la nouvelle Russie qui est peut-être en train de naître ne peut pas totalement se passer de ses racines ou de son héritage. Mais c'est une illusion dangereuse que de croire qu'on peut renouer la chaîne des temps, brisée par le désastre, et revenir en quelque sorte à la Russie d'avant 1917, idéalisée évidemment, même si elle n'a nullement mérité le sort d'un cobaye pour une telle expérience utopique meurtrière. Il est bon qu'on parle des crimes commis par les communistes et on en parle souvent à la télévision ; on appelle enfin un chat un chat, et dans certaines émissions, surtout vers minuit, les termes comme « massacres bolcheviques » ou « atrocités du régime terroriste » sont devenus presque des lieux communs. *Terreur rouge*, livre d'un historien émigré, Melgounov, ancien membre du gouvernement provisoire, se vend même dans les kiosques. Les Mémoires et autres textes de Tchernov (sur la dissolution par les bolcheviks de la Constituante), de Milioukov ou de Denikine – mais aussi de Trotski – sont publiés largement. Les œuvres des philosophes russes du début du siècle, pour la plupart émigrés ou « liquidés » depuis 1917, comme Berdiaev, Florenski, Chestov, Karsavine (et aussi, d'autre part, Nietzsche en deux gros volumes, parfaitement commentés, ou, dans un autre domaine, Tocqueville et Custine), reviennent au lecteur russe et sont souvent cités. Tout cela, pour n'importe quel témoin, va de soi et ne peut que réjouir, ainsi que la rebaptisation des villes et des rues ou, un peu moins, quelques autres batailles et procédés symboliques, surtout quand on y met trop d'ardeur nécessaire ailleurs, ou bien, à la rigueur, l'engoue-

ment de la presse, de la télévision, des maisons d'édition pour tout ce qui concerne, de près ou de loin, l'émigration russe depuis sept décennies, avec son héritage venu d'un monde qui fait tant de nostalgies. Cela aussi, c'est naturel et compréhensible. Mais tenter de ressusciter un temps définitivement disparu, une société définitivement disparue, des mœurs définitivement disparues, de se nourrir, en un mot, d'une certaine idée de restauration, tout en croyant qu'on peut, avec ce bagage, entrer dans le monde d'aujourd'hui – même si on y entre d'abord comme des invalides et si ce monde lui-même n'est pas ce que l'on croit –, c'est adopter deux attitudes incompatibles. Car, d'autre part, je me permets d'affirmer avec toute ma conviction que cette rupture de la chaîne des temps n'était et n'est pas un fait uniquement russe (ou plutôt soviétique), et quand certains là-bas veulent croire que l'histoire est en train de renaître, qu'ils rentrent avec elle dans le même fleuve universel, ils se bercent d'illusions. Qui pourrait, d'ailleurs, en faire reproche à ceux qui cherchent enfin à respirer ? On n'a pas encore assez médité sur la catastrophe et je ne suis pas sûr qu'elle puisse être *pensée jusqu'au bout*.

Le Débat. – Vous étiez à Moscou au moment de la parution du texte de Soljénitsyne sur l'organisation future de la Russie. Ce texte a-t-il suscité des réactions dans les milieux que vous fréquentez ? Y partage-t-on les opinions qu'il exprime ?

V. K. – Je n'ai jamais été, je l'avoue, un grand admirateur de Soljénitsyne écrivain, tout en estimant le courage de l'homme d'action qui a beaucoup fait pour imposer la vérité sur l'Union soviétique. Cela dit, pour être honnête, la parole de Soljénitsyne porte et ses propos comptent. Parmi d'autres, sinon un des premiers, Gorbatchev a cru bon lui-même d'attaquer au Soviet suprême les opinions de Soljénitsyne sur ce que doivent être les rapports entre les Républiques et la Russie. Tout en témoignant de son respect pour le « grand homme », il s'est opposé à l'idée d'une Union limitée aux trois peuples slaves, les Russes eux-mêmes, les Ukrainiens et les Biélorusses, sans toutefois la mentionner explicitement. Et en se présentant comme un « internationaliste russe », comme un « démocrate aux idées radicales », il a réfuté les positions politiques de Soljénitsyne qu'il a traité de monarchiste vivant dans le passé. Sur ce point, soit dit en passant, Gorbatchev se trompe ou bien veut tromper : le texte de Soljénitsyne est un texte démocratique, beaucoup plus, en tout cas, que ce à quoi on pouvait s'attendre, connaissant quelques-uns de ses écrits antérieurs. Le lendemain donc, au journal du soir, un écrivain député a rendu un vibrant hommage au projet de Soljénitsyne, surtout à son message anti-impérial qu'il a opposé à certaines nostalgies chauvines.

Parmi d'autres réactions, il y avait celles, parfois virulentes, de nombreux intellectuels ukrainiens : selon eux, l'Ukraine n'a jamais été partie intégrante de la Russie et, qu'on le veuille ou non, elle était déjà trop avancée sur le chemin de la souveraineté pour accepter l'idée d'un État russe composé des trois peuples slaves. D'autre part, les propositions de Soljénitsyne concernant l'organisation de la vie municipale, la reconstitution des *zemstvos*, les élections indirectes, n'ont pas plu ou ont paru périmées à nombre de gens en Russie. Dans tout cela, sans parler du style forcé et du langage artificiel, il y avait, à mon goût, trop de constructions et de jugements rappelant les propos de café du commerce. Au total, malgré la publication du texte de Soljénitsyne à quelque vingt-quatre millions d'exemplaires, l'écho n'était pas aussi grand que celui qu'il attendait peut-être. C'était un événement, certes, mais un événement de plus dans un pays où, chaque jour, il s'en produit un.

Le Débat. – Nous en arrivons ainsi à une question d'importance cruciale. Que les Ukrainiens aspirent à l'indépendance, c'est évident. Mais qu'en est-il de l'opinion publique russe face à leurs aspirations ? Est-elle prête à accepter cette chose inouïe que serait une Ukraine indépendante ? Soljénitsyne en

appelle aux Ukrainiens et aux Biélorusses pour qu'ils restent dans un même État avec les Russes. Mais, ajoute-t-il, si ces deux peuples veulent se séparer, nous n'avons pas le droit de les retenir par la force. Cette position est-elle partagée par l'intelligentsia russe et par les milieux qui influencent l'opinion russe en général ?

V. K. – Si l'on met de côté l'Ukraine occidentale qui a toujours aspiré à une indépendance totale et qui n'a été incorporée à l'Union soviétique que par la force, en vertu du pacte Hitler-Staline, l'Ukraine s'est crue longtemps, du point de vue national, étroitement liée à la Russie. Elle est peuplée, au demeurant, par un pourcentage important de Russes. Le centre est à tel point détesté, son poids est devenu à tel point insoutenable, que les gens veulent de toutes leurs forces quitter l'Union représentée par lui. Comme l'a dit au Soviet suprême le député Travkine qui dirige maintenant le parti démocrate : « Ne voyez-vous pas que n'importe quel village, sans même parler des Républiques, est prêt à fuir les pieds nus ce centre de la misère ! »

Or, quoi que dise Gorbatchev de temps en temps, promettant d'en finir avec le « séparatisme », ce centre n'a plus les moyens de retenir les territoires qui veulent partir. Cela vaut aussi pour l'Ukraine. Mais les choses y sont beaucoup moins simples qu'elles ne paraissent à première vue. Les « Uniates » de sa partie occidentale (catholiques aux rites orthodoxes) qui viennent de sortir des catacombes sont déjà une puissance qui pousse vers l'indépendance démocratique ; pourtant, même au centre et au nord du pays, où le mouvement « Roukh » ou le parti républicain sont beaucoup moins implantés, l'Église auto-céphale orthodoxe ukrainienne, qui vient d'être créée sur place et de rompre avec le patriarcat de Moscou, prend une position identique. À Lvov, vite devenu le bastion du mouvement national et démocratique, on a érigé un monument de Bandera (qui, avec son armée, nullement proallemande, avait combattu, en 1944-1950, l'Armée Rouge, puis a été assassiné, à Munich, par le K.G.B.), cependant qu'à Kharkov aussi, ma ville natale, on a pu voir, pendant des meetings à tendance plutôt anticommuniste, de nombreux drapeaux nationaux. Faut-il que je me souvienne de ces discussions que j'ai eues, tout jeune homme, dans le camp avec Dychkant, prisonnier éternel, un des proches compagnons de Bandera ? J'insistais sur le référendum qui montrerait le peu de goût de l'Ukraine, à part ses parties conquises, pour l'indépendance, tandis que mon interlocuteur ne cessait de répéter : qu'on nous donne la liberté d'action politique, et alors on va voir... L'histoire de l'Ukraine est fort instructive pour ceux qui veulent comprendre les événements d'aujourd'hui. Sans parler de la lointaine Russie de Kiev, de la rupture consécutive à l'invasion des Tatars ou du hetman cosaque Bogdan Khmelnytsky, ennemi acharné des Polonais, qui a fait rattacher l'Ukraine, en 1654, à la Russie (avec cependant une large autonomie), on n'oubliera pas cette phrase de Voltaire dans *L'Histoire de Charles XII* : « L'Ukraine aspire toujours à être libre... » D'autre part, des prêtres ou des théologiens ukrainiens ont été très influents à Moscou, bien avant Pierre le Grand, alors que plus tard un Ukrainien nommé Gogol a pour toujours marqué de son génie la langue russe. L'Ukraine était déjà devenue, sous Catherine II, le grenier principal de l'Empire, d'ailleurs peuplée aussi, avec des Russes, de nombreux Allemands, Grecs, Bulgares, Roumains, Juifs. Néanmoins, sa culture et sa jeune littérature étaient considérées, à juste titre ou non, comme quelque chose d'essentiellement folklorique. Mais les Ukrainiens n'ont pas oublié les persécutions et l'exil, sous Nicolas I^{er}, de Chevtchenko, leur poète national, ni la politique de russification menée par Alexandre II. Depuis février 1917, l'occasion s'est peut-être présentée (Kerenski n'a pas tort de l'affirmer) pour que l'Ukraine, avec son mouvement national vite organisé en structures d'un pouvoir, puisse faire partie d'une fédération digne de ce nom, mais l'arrivée des bolcheviks et de leur régime a tout gâché aussi vite. D'abord

plus prudents, laissant aux Ukrainiens, sous l'autorité d'un communisme national, une autonomie culturelle assez large, ils ont bientôt déclenché une vraie guerre terroriste contre l'Ukraine. La collectivisation peut-être la plus impitoyable et les famines – organisées ! – les plus meurtrières, c'est l'Ukraine qui les a subies. Une vraie floraison culturelle, en poésie, théâtre, peinture, cinéma de tout premier niveau, est devenue, avec ou sans procès « publics » horribles, ce qu'on appelle maintenant une « renaissance fusillée ». Quelle autre réaction pourrait-on attendre aujourd'hui, si ce n'est celle des étudiants à Kiev : ne pas signer le traité d'union ! Néanmoins – et là je reviens aux problèmes généraux de l'empire qui éclate –, ce mouvement indépendantiste qui se développe (peut-être pas aussi vite que le voudrait le « Roukh ») jusqu'à l'Ukraine orientale, pourtant bien assimilée, me paraît avoir pour première raison les conséquences économiques, politiques et sociales de ce système incorrigible qui ne veut pas disparaître.

Et ce qu'on pourrait conseiller à ce propos aux hommes politiques de l'Occident, c'est de suivre ces développements, de ne pas tenter de les gêner mais, au contraire, si l'on peut, de les aider à éviter les dérapages les plus dangereux. Ce qui veut dire, comme le suggèrent le Parlement russe et beaucoup d'experts, favoriser le rétablissement des liaisons économiques et autres sur des bases nouvelles, avec des crédits accordés aux Républiques, mairies ou entreprises libres de leur choix et qui, dans le marché, seront plus responsables, au lieu de ce pouvoir central administratif qui n'a plus de responsabilité du tout. Pour répondre maintenant directement à votre question, il ne suffit pas de parler de l'intelligentsia. Car je crois que les intellectuels qui écrivent et bougent beaucoup ne créent tout de même pas à présent l'opinion publique dominante en Russie, quand le peuple est en train de mûrir très vite. Certes, il se laisse guider souvent par ses émotions et ses instincts mais les intellectuels aussi font souvent de même. Certes, il a quelquefois des réactions globalement négatives à l'égard de la *perestroïka* tout entière, mais c'est avec les intellectuels qu'il maudit cette impasse ou cet état de choses et cela surtout parce qu'on ne voit toujours aucun tournant décisif où brillerait un espoir. Cela dit, contrairement à Soljénitsyne qui veut penser à l'avenir du pays et même l'imaginer en détail, la plupart des intellectuels et l'opinion publique comme telle y pensent très peu, occupés avant tout par le plus urgent. Comme le montre la revendication de souveraineté locale, qui se propage un peu partout, c'est le temps du particularisme dicté par l'instinct de survie. Je crains que de très nombreux réfugiés russes qui quittent surtout les Républiques d'Asie centrale doivent s'attendre en Russie à un avenir difficile. L'anarchie y fait, en effet, des ravages de plus en plus grands. La campagne est en guerre avec la ville, plusieurs villes sont en guerre avec d'autres villes, la province est en guerre avec Moscou : c'est l'état de nature, selon Hobbes. Ainsi donc ce qui se passe en Ukraine intéresse fort peu les habitants de Tver', de Novossibirsk ou de Vladivostok (où d'ailleurs des voix se lèvent pour faire de lui la capitale de la République indépendante d'Extrême-Orient). Sauf dans la mesure où cela ébranle – comme le mouvement victorieux, en octobre, des étudiants à Kiev – le régime communément haï. La renaissance d'un fort sentiment national se produira peut-être. Pour le moment j'avoue ne pas y croire.

Cependant chaque médaille a son revers. Que le tissu social, plutôt imaginaire, aussi bien que les liens économiques imposés devraient un jour se disloquer ou se détruire, c'était bien prévisible. Ce que, en revanche, on ne pouvait pas prévoir, c'est la rapidité avec laquelle des structures économiques et sociales de remplacement, totalement inconnues, sinon oubliées dans le pays, s'imposeraient aux esprits et commenceraient même à se dessiner ça et là. L'impasse et la panique d'aujourd'hui sont dues moins à l'immensité des transformations nécessaires, doublée d'un héritage désastreux ou d'un manque cruel d'expérience, qu'aux freinages trop puissants, trop prolongés et qui deviennent de plus en plus dange-

Rédaction : Marcel Gauchet

Conseiller ; Krzysztof Pomian

Réalisation, Secrétariat : Louis et Nicole Evrard, Marie-Christine Régnier
Direction artistique : Jeanine Fricker

Dépot légal : février 1991
Le Directeur-gérant : Pierre Nora

Les mutations de l'Est européen dans **le débat**

- Numéro **55** Révolution dans la révolution
P. Briançon, G. T. Rittersporn, I. Commeau-Rufin, N. Werth, Ev Kojokine, T. Kondratieva et Cl. S. Ingerflom, N. Ivanova
- Numéro **56** Révolution dans la révolution (II)
M. Ferro, G. Duchêne, M. Mendras, H. Carrère d'Encausse, A. Vaksberg
- Numéro **59** L'après-communisme : une troisième voie ?
A. B. Atkinson, I. T. Berend, Fr. Bourguignon, V. Klaus, A. Lindbeck, J.-Cl. Milleron, J. Zysman et G. Eichler
Joseph Krulic : Deux sociétés civiles, plusieurs nations.
Les luttes nationales dans la Yougoslavie post-titiste.
Marie-Elisabeth Ducreux : Entre catholicisme et protestantisme : l'identité tchèque.
- Numéro **60** *Timothy Garton Ash : L'année de vérité.*
Krzysztof Pomian : Le retour des nations.
Éric Onnen : Notes berlinoises.
- Numéro **62** *Leszek Balcerowicz : À propos de l'« économie socialiste de marché ».*
Gérard Maarek : La monnaie d'abord.
Oleg T. Bogomolov : Les perspectives de l'économie soviétique.
Robert Dahl : Réalité sociale et économie de marché.
James Tobin : Grandeur et limites de la « main invisible ».
François Furet : L'énigme de la désagrégation communiste.